

Pour une société du plein-emploi sans croissance

Jean Gadrey – Le Monde, 12.06.09

Nous allons devoir changer de paradigme de développement. La crise nous y conduit. Manifestement, les électeurs y pensent, et pas seulement ceux qui ont voté "écologie". Le paradigme actuel est fondé sur l'impératif de croissance, avec le raisonnement suivant :

1 - Il y aura toujours des gains de productivité du travail, car le progrès technique permet de "produire la même chose avec moins de travail" ;

2 - Pour maintenir l'emploi, il faut donc soit réduire sans cesse la durée du travail au rythme des gains de productivité, soit augmenter la production (c'est la croissance) au même rythme, soit mélanger ces deux solutions.

Ce schéma a été vérifié depuis un demi-siècle, bien qu'avec des ratés. Il va s'écrouler. Il faudra créer massivement des emplois sans croissance ni gains de productivité. Pour deux raisons.

La première est que les gains de productivité permettent certes de produire plus de biens avec la même quantité de travail, mais pas avec la même quantité de ressources naturelles, d'énergie et de pollutions diverses. Cela n'était pas trop grave tant que l'on restait loin des seuils d'épuisement ou de renouvellement naturel de ces ressources. Cela devient aujourd'hui le problème majeur. Il va donc falloir privilégier des solutions économisant non plus seulement le travail (gains de productivité), mais aussi, de plus en plus, les ressources naturelles et les rejets (gains de durabilité). Ce qui conduit à la deuxième faille du raisonnement "croissanciste".

Le fait est massif : produire des biens (ou des services) de façon écologiquement durable exige plus de travail que produire les "mêmes" biens en détruisant les ressources naturelles et le climat. Or, les comptes actuels de la croissance et des gains de productivité ne font aucune différence entre ces deux types de production. Supposons qu'on remplace progressivement l'agriculture industrielle, avec ses innombrables dommages collatéraux sur l'environnement et sur la santé, par de l'agriculture biologique de proximité.

A production identique en quantité, il faudrait approximativement 50 % d'emplois en plus. Les comptes nationaux actuels nous diront alors que la croissance est nulle (même quantité produite) et que la productivité du travail baisse. Pourtant, on aura créé de nombreux emplois, il y aura plus de valeur ajoutée agricole, et surtout la qualité et la durabilité de la production auront été bouleversées positivement.

Dans un autre secteur essentiel, celui de l'énergie, le scénario Négawatt, mis au point par une centaine d'experts, prévoit de produire en 2050 autant de kilowattheures (kWh) qu'aujourd'hui. Les comptes actuels diront donc : croissance zéro dans ce secteur. Pourtant, selon ce scénario, on pourrait doubler les usages pour chaque kWh (et donc il n'y aurait aucune stagnation du bien-être lié à l'énergie), et par ailleurs, on remplacerait progressivement les productions polluantes par des énergies renouvelables, avec nettement plus d'emplois à la clé.

Notre comptabilité, insensible à la différence entre des kWh "propres" et des kWh "sales", nous dira juste que la productivité baisse, alors qu'une évaluation sérieuse devrait intégrer les gains de durabilité et d'utilité finale ainsi réalisés, sources de valeur ajoutée supplémentaire et d'emplois. De même, le remplacement des grandes surfaces commerciales par des commerces de proximité serait créateur d'emplois et réducteur de dommages collectifs divers. Pourtant, la croissance de ce secteur n'étant mesurée que par celle du volume des biens vendus, une telle révolution qualitative sera assimilée à une croissance zéro (et à une chute de la productivité) si ce volume ne change pas.

La liste est longue des productions et des secteurs où une stratégie de montée en qualité et en durabilité restera invisible dans nos comptabilités. Les grands gisements d'emploi et de valeur ajoutée du futur résideront dans des transformations qualitatives "hors croissance", dans une économie dont le principe sera de "prendre soin" des personnes (des services de bien-être sans visée de productivité), des biens, de la nature et de la cohésion sociale.

Il y a une contrepartie à cette stratégie alternative pour un plein emploi sans croissance des quantités : les biens et services issus de productions durables sont en moyenne plus chers que les anciens, justement parce qu'ils sont plus riches en emplois et en valeur ajoutée. Mais en réalité, ils ne sont pas plus chers "pour la même chose" (ce qui est la définition de l'inflation). Une tonne de céréales bio n'est pas la même chose qu'une tonne de céréales "polluantes", et il en va de même pour les kWh, les services commerciaux et tout le reste. On paye plus cher, mais pour avoir mieux, sur la base de plus de travail et de moins de dégradations environnementales. Reste alors une grande question : tant que ces productions "durables" vers lesquelles il faut aller au plus vite, sous peine de crises encore plus graves, seront inaccessibles à une partie de la population, les indicateurs de durabilité resteront dans le rouge, et les créations d'emplois resteront limitées par l'insuffisance du "pouvoir d'achat durable" des ménages modestes.

Pour "sauver la planète", il faut réduire fortement les inégalités, à la fois par le haut (d'autant que ce sont d'abord les riches qui détruisent la planète) et par le bas. La crise écologique pourrait bien y pousser plus vite que les exhortations morales. Et, qu'il s'agisse des inégalités ou de la nécessaire "discrimination positive" pour des productions durables, ce sont les institutions publiques qui détiennent les principales clés. Les moyens existent pour cela. Les seules réductions d'impôts directs décidées depuis 2000 représentent 30 milliards d'euros de manque à gagner par an pour l'action collective. Il n'y a nul besoin de croissance pour les mobiliser au service du bien-être durable, le nouveau ressort de l'emploi.

Jean Gadrey est économiste et membre du conseil scientifique d'Attac.